

ASSEMBLÉE NATIONALE

13 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° I-2934

présenté par

M. Bryan Masson, M. Allisio, M. Jean-Philippe Tanguy, M. Mauvieux, Mme Grangier,
M. Sabatou, M. Dessigny, M. Cabrolhier, M. Lottiaux, Mme Mathilde Paris et M. Salmon

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 27, insérer l'article suivant:**

I. – L'article 1594 F *quinquies* du code général des impôts est complété par un M ainsi rédigé :

« M. – L'acquisition d'une résidence principale effectuée pour cause de changement d'emploi ».

II. – La perte de recettes pour les collectivités territoriales est compensée à due concurrence par la majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour l'État, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE**EXPOSÉ****SOMMAIRE**

En cas de déménagement pour changer d'emploi, vendre son logement pour racheter coûte au moins 10 % de la valeur du bien. Mettre son bien en location pour louer ailleurs entraîne un prélèvement fiscal et social d'environ un tiers du loyer perçu. Ces frais et ces prélèvements publics freinent la mobilité des salariés et l'accomplissement de leurs projets légitimes de faire évoluer leur situation professionnelle. Ils compromettent ainsi l'objectif de promouvoir le plein emploi.

Pour réduire ces effets pervers, il faut moins taxer l'acquisition d'une nouvelle résidence principale lorsqu'elle a lieu à l'occasion d'un changement d'emploi. Le présent amendement propose d'appliquer, à une telle acquisition, les droits d'enregistrement au taux réduit de 0,7 % prévu à l'article 1594 *quinquies* du code général des impôts. Ce taux est identique à celui prévu pour les acquisitions de logements par les bailleurs sociaux.